

Recherches sociographiques



Commentaire : La lecture des économistes est-il si pauvre?

Gérard Bélanger

Volume 26, Number 3, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 II

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056165ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056165ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

Commentaire : Gérard Bélanger, *La lecture des économistes est-elle si pauvre?*

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bélanger, G. (1985). Commentaire : La lecture des économistes est-il si pauvre? *Recherches sociographiques*, 26(3), 361–364. <https://doi.org/10.7202/056165ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LA LECTURE DES ÉCONOMISTES EST-ELLE SI PAUVRE ?

Les pages du texte de Sales consacrées aux recherches statistiques et économiques, domaines qui me sont plus familiers, peuvent me servir d'exemple pour expliquer une impression assez négative que je conserve du colloque un an après son déroulement. Même chez les universitaires des sciences sociales, les grandes fresques imprécises m'apparaissent mieux appréciées que les travaux plus sobres et plus fouillés sur des questions précises. Les critères des universitaires ne se différencieraient pas de ceux qui sont utilisés par les *mass media*. De plus, ils se refusent généralement à appliquer les éléments de leur propre discipline à l'explication du contenu des bilans de leurs travaux. Ces lacunes peuvent résulter du genre d'intérêts, à savoir la recherche des caractéristiques de la société globale, que conserve la génération des quarante-cinq ans et plus, qui était très surreprésentée au colloque.

Le bilan statistique et économique. Le texte ignore passablement la production du Bureau de la statistique du Québec, à l'exception de la phrase : « il est possible de commencer à parler de l'existence d'une comptabilité nationale québécoise ». Il est vrai que, si on exclut les études démographiques, le bilan de cet organisme n'est pas très impressionnant. Cette critique ne vise pas la poignée de statisticiens professionnels qui y travaillent, mais découle plutôt de sa place très marginalisée dans l'appareil gouvernemental. Il est loin de l'activité euphorique de la définition de nouvelles politiques. De plus, les universitaires ne se sont pas beaucoup intéressés aux travaux du Bureau. Qui a noté qu'il avait discontinué la publication de l'*Annuaire du Québec*? Ainsi, encore aujourd'hui, le Bureau de la statistique du Québec est remis en question.

La publication annuelle *Comptes économiques des revenus et des dépenses* exige peu de ressources puisqu'elle ne demande aucune enquête originale, étant basée sur les données de Statistique Canada. L'absence d'indices de prix dans ces comptes ne permet malheureusement pas de distinguer entre les augmentations dues aux accroissements de volume et celles reliées aux variations de prix. Ce sont plutôt les tableaux interindustriels qui ont été le travail du Bureau

le plus utilisé ; depuis une vingtaine d'années, ils ont servi à une multitude de calculs des « effets d'entraînement » ou de « retombées économiques » pour différents projets. Basés sur l'hypothèse fragile que la demande crée son offre, ces calculs sont remplis d'embûches, dont peu de travaux tiennent explicitement compte.

Il est surprenant de constater que ce sont les documents produits ou instigués par le gouvernement qui occupent la place de choix au bilan de la recherche économique. Comment, aux yeux d'un universitaire, le gouvernement peut-il être le moteur de la réflexion économique ? Quelle valeur est-il permis d'attribuer à la publication *Le virage technologique* du point de vue de la science économique ? Les conclusions de l'étude *Électricité, facteur de développement*, qui sont peu favorables à l'exportation de l'énergie et qui proposent plutôt une forme de dissipation de la rente de cette ressource par des bas prix au secteur de la transformation, ne découlent sûrement pas de l'enseignement de la morale économique.

Le texte réfère à une compilation de Bernard Bonin qui, à partir de vingt-deux domaines, établit les trois où se sont concentrées les publications des universitaires francophones depuis vingt ans. Ce sont l'économie urbaine et régionale, l'économétrie et l'économie mathématique, et enfin, l'économie internationale. J'ai toutefois la nette impression que le même résultat serait obtenu pour les universitaires de chaque région canadienne et aussi de la majorité de leurs universités. L'Université de la Colombie-Britannique en est un exemple concret.

L'explication de la nature des bilans. Au colloque, certains bilans de recherche, comme ceux sur l'histoire et la science politique m'apparaissent avoir été bien réussis. Néanmoins, j'aurais aimé davantage de réflexions et de discussions sur le contenu de ces bilans, c'est-à-dire un travail de *social scientists* visant l'explication de la nature de leurs produits. C'est en formulant quelques hypothèses sur les travaux des économistes que j'aimerais terminer ces commentaires.

Il faut tout d'abord insister sur une donnée, qui était encore plus réelle dans le passé. Le nombre restreint d'universitaires n'entraîne pas beaucoup d'encombrement ou de concurrence à l'intérieur des différents champs, et même certains furent occupés presque par hasard. Une personne peut travailler seule un vaste champ, comme ce fut le cas d'Albert Faucher en histoire économique. En contrepartie, l'économie de la forêt n'a pas encore obtenu son universitaire malgré l'importance de tout ce secteur dans notre économie. Il y a également assez peu d'études sur l'évaluation de programmes gouvernementaux précis ou particuliers.

De plus, une grande majorité des économistes universitaires ont été formés dans les universités anglophones ou dans des institutions francophones bien

reliées au monde anglo-saxon. Ceci est encore plus vrai pour les moins de cinquante ans et a certains effets sur la nature de leurs travaux. Premièrement, en s'inscrivant bien dans les mouvements internationaux de recherche, plusieurs réussissent à publier des textes dans des revues de premier ordre comme *American Economic Review*, *Econometrica* et *Review of Economics and Statistics*, pour n'en nommer que trois. En contrepartie, ils épousent les travers qui ont présentement cours dans leur discipline. À cet effet, le prix Nobel W. W. Leontief reproche à une bonne partie de la science économique actuelle un trop grand formalisme, sans emprise sur la réalité.¹ Dans la mesure où la majorité des universitaires francophones sont influencés par les forces actuelles de leur discipline, ce formalisme excessif transpire dans beaucoup de travaux.

Ce biais les place en directe opposition avec les travaux des pionniers québécois en science économique et les écrits monographiques de la collection « Études sur notre milieu » publiée au début des années quarante. Il éloigne d'ailleurs l'économie des autres disciplines des sciences sociales. À cet égard, le bilan qui fait l'objet de ces commentaires peut servir d'illustration. Les deux livres qui y reçoivent une appréciation très favorable, *Une économie à libérer* et *L'économie du Québec*, ont des auteurs qui s'inscrivent moins dans la tradition anglo-saxonne internationale.

Pour entreprendre des études de deuxième cycle en économie, il est tout probablement préférable de détenir un baccalauréat en mathématiques plutôt qu'un doctorat en sociologie. Pourtant, l'économie demeure une science sociale qui, comme les autres, a pour objectif d'expliquer les phénomènes sociaux.

Dans le monde universitaire, le formalisme offre différents avantages. Il permet des conclusions sûres dans des disciplines habituées aux résultats fort incertains et aussi des publications rapides. En contrepartie, voici deux secteurs de recherche qui me semblent négligés par les économistes. Le premier concerne l'analyse de la valeur des séries chronologiques, dont la mise en place remonte à trente ou quarante ans. Ces données sont énormément utilisées mais peu de ressources se consacrent au travail minutieux et peu glorieux d'estimer leur précision et leurs biais. D'un autre côté, les économistes francophones ont peu étudié les effets redistributifs des différents programmes gouvernementaux, malgré leur multiplication et leur expansion. Pourtant, comme l'affirme avec

1. « Selon le grief de Leontief dans une lettre au magazine américain *Science*, "les pages des revues professionnelles d'économie sont remplies de formules mathématiques qui entraînent le lecteur des ensembles d'hypothèses plus ou moins plausibles, mais entièrement arbitraires, vers des conclusions clairement énoncées, mais sans pertinence". » (*The Economist*, 23 septembre 1984, p. 49, traduction libre.)

raison l'économiste Karl Brunner : « L'essence de la politique est la redistribution et les conflits politiques sont centrés sur des questions de redistribution. »²

Gérard BÉLANGER

*Département d'économie,
Université Laval.*

2. K. BRUNNER, « Reflections on the political economy of Government ; the persistent growth of Government », *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, 114, 3, 1978, p. 662.